



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

ORGANISATION INTERNATIONALE NON GOUVERNEMENTALE AYANT STATUT CONSULTATIF AUPRES DES NATIONS UNIES, DE L'UNESCO,
DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

International Federation
for Human Rights

Federación Internacional
de los Derechos Humanos

الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان

Communiqué

Soudan/CPI

Nos organisations expriment leur solidarité avec les victimes et les défenseurs des droits de l'Homme soudanais et soutiennent l'action essentielle de la Cour pénale internationale pour la paix et la justice au Darfour.

20 mars 2009 - Les organisations signataires dénoncent l'extrême gravité de la situation humanitaire au Darfour qui ne peut que s'aggraver suite à la récente décision du gouvernement soudanais d'expulser 13 organisations humanitaires internationales. En agissant ainsi, les autorités soudanaises font preuve d'un grand mépris à l'égard de leurs citoyens. Le Bureau des Nations unies pour la Coordination humanitaire estime que du fait de cette décision, plus de 1,1 million de personnes seront privées de nourriture, 1 million d'individus seront privés d'eau potable et plus de 1,5 million d'assistance médicale. En outre, la fermeture d'écoles touchera près de 250 000 enfants.

Nous condamnons également la fermeture de trois organisations non-gouvernementales (ONG) nationales de défense des droits de l'Homme (*Khartoum Centre for Human Rights and Environmental Development, Amal Centre for the Treatment and Rehabilitation of the Victims of Torture et Sudan Development Organisation*), ainsi que le harcèlement continu subi par les défenseurs des droits de l'Homme. Les enregistrements de ces organisations ont été refusés, leurs biens saisis et leurs comptes bancaires gelés, en violation de la Constitution et de la loi soudanaises. Ces actions ont été menées par les forces de sécurité et la Commission des Affaires humanitaires en l'absence d'une décision judiciaire. La fermeture de ces organisations vise à empêcher tout examen de la situation des droits de l'Homme au Darfour. Ces décisions mettent également en danger la sécurité de ces défenseurs.

Nos organisations dénoncent également le climat d'impunité régnant au Darfour et au Soudan. Pendant les six années de conflit au Darfour, le gouvernement n'a démontré aucune volonté crédible de juger les auteurs des crimes les plus graves. Dans ce contexte, la décision de la Cour pénale internationale (CPI) du 4 mars 2009 de délivrer un mandat d'arrêt contre le président Omar El-Béchar, les précédents mandats émis contre Ahmed Haroun et Ali Koshyb et la demande d'un mandat d'arrêt contre les responsables des groupes rebelles¹, représentent un pas essentiel dans la lutte contre l'impunité et pour la paix au Darfour.

Nos organisations rappellent que ce pas historique a pu être franchi, notamment, grâce à l'important

¹auteurs de l'attaque d'Haskanita où ont été tués des soldats de la force de maintien de la paix

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme
International Federation for Human Rights (FIDH)
tel : (331) 43 55 25 18 / fax : (331) 43 55 18 80
17, passage de la main d'or - 75011 Paris – France
E. MAIL : fidh@fidh.org / site INTERNET : <http://www.fidh.org>

soutien des Etats africains et arabes à la justice internationale. L'action de la Cour est soutenue par 108 Etats parties dont 30 membres de l'Union africaine. Les membres de la Ligue des Etats arabes ont été particulièrement actifs lors de la Conférence de Rome, à l'issue de laquelle a été adopté le Statut de la CPI. Nos organisations rappellent, par ailleurs, que l'enquête de la CPI sur le Darfour a été ouverte suite à la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de référer la situation à la CPI, au terme de la Résolution 1593, qui oblige aussi le Soudan à coopérer avec la Cour.

Nous appelons la communauté internationale à faire preuve de solidarité avec les victimes du conflit au Darfour, qui a causé la mort de plus de 300 000 personnes et déplacé plus de 2,5 millions d'individus. Jusqu'à présent, aucune réponse n'a été apportée à leur demande de paix et de justice.

Nos organisations :

- appellent les autorités soudanaises à revenir sur leur décision d'expulser des organisations humanitaires internationales et de fermer des ONG soudanaises, et à se conformer aux instruments internationaux de protection des droits de l'Homme - notamment aux dispositions de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et à la résolution et la déclaration de la présidence du Conseil de sécurité, obligeant le Soudan à coopérer avec la CPI
- appellent la communauté internationale à condamner fermement ces décisions du gouvernement soudanais.
- appellent les parties au conflit à s'engager dans un nouveau processus de paix inclusif.
- apportent leur soutien à la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves commis au Darfour et s'opposent ainsi à toute suspension des procédures devant la CPI.

Organisations signataires :

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

Afrique

Mouvement burkinabé des droits de l'Homme et des peuples (MBDHP), Burkina Faso

Maison des droits de l'Homme (MDH), Cameroun

Organisation pour la compassion et le développement des familles en détresse (OCODEFAD), République centrafricaine

Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH), Cote d'Ivoire

Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'Homme (ATPDH), Tchad

Ligue tchadienne des droits de l'Homme (LTDH), Tchad

Association africaine des droits de l'Homme (ASADHO), République démocratique du Congo

Groupe lotus, République démocratique du Congo

Ligue des électeurs, République démocratique du Congo

Ligue djiboutienne des droits de l'Homme (LDDH), Djibouti

Ethiopian Human Rights Council (EHRCO), Ethiopie

Kenya Human Rights Commission (KHRC), Kenya

Liberia Watch for Human Rights (LWHR), Libéria

Association malienne des Droits de l'Homme (AMDH), Mali

Association nigérienne des droits de l'Homme (ANDDH), Niger

Civil Liberties organisation (CLO), Nigéria

Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH), République du Congo

Ligue rwandaise pour la promotion et la défense des droits de l'Homme (LIPRODHOR), Rwanda

Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (RADDHO), Sénégal

Khartoum Centre for Human Rights and Environmental Development (KCHRED), Soudan

Ligue togolaise des droits de l'Homme (LTDH), Togo

Foundation for Human Rights Initiative (FHRI), Ouganda

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

International Federation for Human Rights (FIDH)

tel : (331) 43 55 25 18 / fax : (331) 43 55 18 80

17, passage de la main d'or - 75011 Paris – France

E. MAIL : fidh@fidh.org / site INTERNET : <http://www.fidh.org>

Amériques

Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), Argentine
Comité de Acción Jurídica (CAJ), Argentine
Asamblea Permanente de los Derechos Humanos de Bolivia (APDHB), Bolivie
Justiça Global (JG), Brésil
Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos (ILSA), Colombie
Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH), République dominicaine
Comisión Ecuménica de Derechos Humanos (CEDHU), Equateur
Fundación Nacional de Asesoría Jurídica en Derechos Humanos (INREDH), Equateur
Comisión de Derechos Humanos de El Salvador (CDHES), Le Salvador
Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH), Guatemala
Comisión de Derechos Humanos de Guatemala (CDHG), Guatemala
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH), Mexique
Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos (LIMEDDH), Mexique
Centro Nicaragüense de Derechos Humanos (CENIDH), Nicaragua
Centro de Capacitación Social (CCS), Panama
Asociación Pro Derechos Humanos (APRODEH), Pérou
Center for Constitutional Rights (CCR), Etats-Unis

Asie

Cambodian Human Rights and Development Association (ADHOC), Cambodge
Altsean-Burma, basée en Thaïlande

Europe de l'Est et Asie Centrale

Human Rights Centre of Azerbaijan (HRCA), Azerbaïdjan
Human Rights Centre Viasna, Biélorussie
Kyrgyz Committee for Human Rights (KCHR), Kirghizistan
Centre for Peace and Democracy Development, Serbie
Citizen's Watch, Russie

Maghreb-Moyen Orient

Egyptian Organisations for Human Rights (EOHR), Egypte
Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS), Egypte
Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), Egypte
Damascus Centre for Human Rights Studies (DCHRS), Syrie
Committee for the Defence of Democracy Freedoms and Human Rights (CDF), Syrie
Bahrain Centre for Human Rights (BCHR), Bahreïn

Contact presse : Karine Appy + 33 1 43 55 14 12 / + 33 1 43 55 25 18